

« Avant notre arrivée, il n'y avait plus de maraîchers sur la commune » : en Limousin, des demandeurs d'asile font revivre un territoire

Près de Limoges, l'association La Terre en Partage accueille des étrangers en attente de papiers, qui prennent des cours de français et travaillent la terre.



Figure 1: Terre en partage qui accueille des demandeurs d'asile à Saint-Just-le-Martel. (Jérôme Ostermann / Radio France / Maxppp)

Par [Charlotte Meyer](#)

Publié le 8 mai 2026 à 09:05

Votre abonnement vous permet d'accéder à cet article

C'est une immense bâtisse entourée de terres agricoles. Du matin jusqu'au soir, tout le monde s'agite. Lunettes de sécurité et casques bien vissés, des résidents coupent du bois. Le chant de la scie électrique couvre le ronronnement de la voiture en train de se garer. Plus loin, un groupe de poules s'agite joyeusement sous les fenêtres de la cuisine, d'où les effluves de légumes s'échappent déjà.

« Ce lieu, c'est la concrétisation d'une utopie non radicale. » En 2018, Clémence et Boris Skierkowski quittent Paris et posent les fondations de la Terre en Partage à Saint-Just-le-Martel (Haute-Vienne). Cette petite commune de 2.600 habitants, à l'est de Limoges, accueille désormais un lieu de vie unique en France. 18 demandeurs d'asile font vivre cet espace au rythme du maraîchage et d'activités culturelles.

Semer un temps fertile

C'est en 2015, à la naissance de leur premier enfant, que l'idée germe dans l'esprit du couple. L'envie de réaliser un projet en famille, loin du traditionnel « métro boulot dodo », frappe à la porte. « Ma passion, c'était les sciences sociales de terrain », sourit Clémence Skierkowski. Après un mémoire sur la cause des sans-papiers, elle multiplie les expériences de bénévolat dans des associations comme Les Apprentis d'Auteuil ou le Génépi. Chef d'orchestre, son époux la suit dans ce mouvement.

Les deux cofondateurs tirent leur expérience de ces années de bénévolat dont ils prennent le contrepied. Alors que 157.000 personnes ont demandé l'asile en France en 2024 pour fuir la guerre ou les persécutions, il s'écoule souvent plusieurs mois, voire plusieurs années, le temps que l'Etat statue sur leurs dossiers. « Ces moments sont destructeurs, témoigne Boris Skierkowski. Les demandeurs d'asile se retrouvent dans une longue période d'inactivité, sans possibilité d'apprendre le français, à ressasser les traumatismes qu'ils viennent de vivre. » Il pointe aussi du doigt un problème pour la société d'accueil : « elle doit gérer hébergement, suivi social et médical sans découvrir la richesse que ces arrivants pourraient apporter. »

Lire aussi :

[« C'est un peu la version jardinage-élevage du hip-hop » : à Bagnolet, la Bergerie des Malassis permet aux jeunes de s'évader](#)

[A Argenteuil, les défis de la reconquête de la ceinture maraîchère](#)

Depuis sa création, La Terre en Partage s'est donnée pour mission de transformer la période de demande d'asile en un temps fertile pour les demandeurs et les territoires. Ils y accueillent des résidents sur des durées qui peuvent aller de deux mois à trois ans. « Notre pari, c'est de montrer que le temps de la demande d'asile peut être actif, constructif et digne. »

Le maraîchage comme guérison

Sur les dix hectares du lieu de vie, deux sont consacrés au potager et deux autres au verger. Trois heures par jour, les résidents mettent la main dans la terre, encadrés par Luc Grand. Ici, pas d'intrants chimiques et peu d'engins motorisés : poireaux, rhubarbes et ars sont cultivés en agroécologie. Les maîtres des lieux ont eux-mêmes mis en place le système d'irrigation.

Depuis 2020, le lieu est labellisé refuge par la LPO. Mésanges, rouges-gorges mais aussi chauve-souris ont petit à petit fait leur nid dans le jardin. Le retour des pollinisateurs permet même aux résidents de produire leur propre miel. « On laisse le lierre sur nos arbres pour que les oiseaux n'aient pas besoin de partir l'hiver. Nous sommes un lieu refuge pour la nature et pour les humains » sourit Boris Skierkowski.



Figure 2: En plus d'être consommés sur place, une partie des légumes est vendue aux habitants locaux dans le petit magasin de La Terre en Partage. Jérôme Ostermann / Radio France / Maxppp

« Être en extérieur en permanence leur fait du bien » confirme Luc Grand. Le « Monsieur Jardin » comme ses acolytes le surnomment poursuit : « s'ils ont la chance d'avoir une maison un jour, j'espère qu'ils se souviendront de ce qu'ils auront appris. Ils auront un petit coin de jardin où ils feront pousser quelques salades, quelques tomates, sans avoir besoin de les acheter. » Cette activité solidaire s'exerce dans le cadre d'un agrément OACAS délivré par la préfecture et est déclarée à l'Urssaf. « Ce pécule leur donne des droits et les aide ensuite pour leur retraite. Ce cadre légal est sécurisant », appuie Clémence Skierkowski.

En plus d'être consommés sur place, une partie des légumes est vendue aux habitants locaux dans le petit magasin de La Terre en Partage. Sur les étals, les bottes de carottes côtoient le purin d'orties et les nichoirs faits main. Le jardin fournit aussi la cantine de l'école du village. « Le cuisinier vient régulièrement sur place afin de choisir ce qu'il veut », explique Luc Grand. En parallèle de quelques subventions et de mécénat, ces ventes génèrent environ 30.000 euros par an, contribuant à l'équilibre du lieu.

Lire aussi :

[En Provence, 72h pour rendre l'écologie joyeuse et accessible](#)

Même les enfants sont impliqués. Régulièrement, différentes classes sont invitées à planter des salades ou aider à creuser une mare. « Ce sont les résidents qui accueillent les enfants », précise Boris Skierkowski. L'ex-chef d'orchestre affirme une volonté de « changer les regards » à travers ces activités avec les plus jeunes. « Avant notre arrivée, il n'y avait plus de maraîchers sur la commune. J'espère que demain, la transition écologique se fera avec les demandeurs d'asile. Ce sera le cas sur notre territoire. »

Se sentir utiles

« Être actif permet de s'occuper l'esprit et de ne plus penser à toutes les épreuves qu'on a traversées » témoigne Yaya, un résident guinéen arrivé dans le pays il y a trois ans. Originaire d'Afghanistan, Mohammed confirme : « vivre dans un groupe comme celui-là fait passer le temps plus vite. Chez moi, je faisais déjà du jardin, mais j'apprends encore plus de choses ici. »

Si le maraîchage constitue l'activité commune des résidents, le panel des occupations est vaste. Les habitants ont aussi mis sur pied un atelier de réparation de vélos, une salle de sport, et se plient surtout à l'apprentissage du français. La langue de Molière est transmise par des bénévoles trois fois par semaine. « Cet apprentissage intensif leur permet d'obtenir des diplômes à l'Université de Limoges et de s'insérer sur le marché du travail dès l'obtention des papiers » explique Clémence Skierkowski. L'insertion professionnelle est facilitée par la mise en place de stages pour les résidents. Restauration, carrelage, milieu sportif... ces expériences viennent remplir les CV tout en permettant de se confronter aux réalités de la société.



Figure 3: Depuis l'année dernière à Saint-Just-le-Martel, la 'Terre en partage' encadre une dizaine d'hommes. Entre cours de français et travail de la terre. Jérôme Ostermann / Radio France / Maxppp

Certains résidents ont passé l'agrément d'accompagnant solaire pour le cyclisme. Ils accompagnent les enfants en vélo et vélo-bus au printemps lors des sorties scolaires. « Des parents confient ce qu'ils ont de plus précieux à des étrangers. C'est très fort » abonde le cofondateur.

Chaque année, les habitants participent aussi à la vie culturelle locale, en organisant des événements festifs ou en s'impliquant dans le salon international de la caricature. « Les demandeurs d'asile deviennent des acteurs positifs du territoire » affirme Boris Skierkowski. D'un coup de pied, il renvoie le ballon de foot aux résidents jouant dans la cour. « Leur motivation pendant l'étude de leur demande, c'est d'être utiles. »

Redonner confiance

Dans le salon, une immense fresque peinte par un ancien résident irakien s'étale sur le mur. Un autre disparaît sous les photos du quotidien des habitants. Du canapé à la table basse, tous les meubles ont été récupérés par souci de sobriété. Le chat de la maison vient se frotter à toutes les jambes. « C'est lui qui amène la douceur, sourit Clémence Skierkowski. Nos résidents ont de l'amour à recevoir et à donner. » Au quotidien, le couple met un point d'honneur à entretenir un environnement familial pour les demandeurs d'asile souvent éloignés de leurs proches. Leurs quatre enfants viennent tous les jours passer du temps sur les lieux. « Les mots amour et famille font partie du coeur du réacteur. C'est une des choses qui nous rend atypiques » souligne Boris Skierkowski.

Ici, chaque résident a sa propre chambre et participe à la vie du lieu. Certains font même partie du conseil d'administration. Arrivé il y a trois ans, Franck témoigne : « dans les CADA, on vit un stress permanent chaque jour. On a rapidement des problèmes de santé, psychologiques surtout. Ici, on est accueillis dans la dignité. On tisse des liens. » Passionné par le maraîchage, le Camerounais se destine désormais à travailler dans le business. Papiers en poche, les résidents sont accompagnés par l'équipe à leur sortie. A l'avenir, l'association souhaiterait acheter le terrain et y installer des chèvres. Elle espère pouvoir permettre à des lieux similaires de se reproduire partout en France.

Charlotte Meyer

Lien vers l'article : <https://www.lesechos.fr/weekend/planete/avant-notre-arrivee-il-ny-avait-plus-de-maraichers-sur-la-commune-en-limousin-des-demandeurs-dasile-font-revivre-un-territoire-2230744>